

Liban : journée d'information sur les « disparus »

Assassinats, massacres, prises d'otages, disparitions : les victimes de la guerre du Liban sont, dans leur immense majorité, des civils dont le seul tort est de ne pas avoir la même religion que leurs bourreaux ou, s'agissant des Palestiniens, d'être des réfugiés.

L'un des problèmes les plus graves est celui des « disparus », assassinés par les différentes milices ou emprisonnés à titre de « monnaie d'échange ». Hier au Sénat, le « Comité des parents des détenus, enlevés et disparus au Liban » organisait avec la Fédération internationale des droits de l'homme et le Centre international d'information sur les prisonniers, déportés et disparus palestiniens et libanais, une journée d'information. Afin de tirer la sonnette d'alarme, parce qu'en dépit des démarches entreprises sur place, et des déclarations d'intention des autorités libanaises, pratiquement rien de concret n'a pu être obtenu, ne serait-ce que sur le plan de l'information, concernant des personnes qui ont disparu parfois depuis près de deux ans.

Ce comité de parents s'est

constitué à la fin de 1982, à la suite d'une vague d'enlèvements à Beyrouth-Ouest par les Forces libanaises (milices phalangistes) à la faveur de l'entrée dans ce secteur de la capitale des forces israéliennes. Il était donc question hier, pour l'essentiel, des personnes enlevées par les Forces libanaises. Soit, selon le Comité des parents, un peu plus de 2 000 disparus, dont environ 600 Palestiniens enlevés parfois pour des raisons politiques, mais le plus souvent « sur carte d'identité », c'est-à-dire simplement du fait de leur appartenance à une communauté musulmane.

Le Comité des parents a aussi dressé la liste d'une vingtaine de centres de détention phalangistes. Ces recherches des parents des disparus ont été confirmées par une enquête de la Fédération internationale des droits de l'homme,

enquête également consacrée presque exclusivement aux cas des personnes enlevées par les milices chrétiennes.

Une nouvelle escalade, en matière d'enlèvements, s'est produite ces derniers mois, après la conférence de Lausanne. A la suite de celle-ci, un autre comité de parents de disparus, cette fois chrétiens, a été constitué. Ce comité de son côté estime à 1 500 le nombre de disparus chrétiens enlevés par des milices musulmanes.

Ces chiffres sont bien entendu contestés par les milices. Les trois principales milices libanaises — les Forces libanaises, Amal et le PSP — reconnaissent chacune pas plus de quelques dizaines de « détenus » que le CICR est autorisé à visiter. Le Centre international d'information a pour sa part demandé, dans une lettre au chef de l'Etat libanais, la libération simultanée et inconditionnelle de « tous les détenus » et l'ouverture d'une enquête sur le sort des personnes disparues.